

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Dénoncer la droite israélienne

Cela fait des années que nous affirmons qu'il est possible, et même nécessaire, de critiquer le gouvernement d'Israël sans être pour autant un·e antisémite refoulé·e. Depuis le vote de confiance au nouveau gouvernement Netanyahu, la nécessité d'entendre des voix critiques est encore plus criante. Ce gouvernement est l'un des plus à droite de ces dernières années. Le Likoud, le grand parti de droite, a inclus dans sa coalition le parti d'extrême droite «Foyer Juif» qui occupe les postes stratégiques de l'éducation, de l'agriculture et de la justice.

Il n'a pas fallu plus de quelques jours avant que la Ministre de la justice n'annonce sa volonté de restreindre les pouvoirs de la Cour suprême et pour que le Ministre de la défense ne veuille interdire aux travailleuses·eurs palestinien·ne·s de rentrer chez eux par les bus empruntés par des Israélien·ne·s, mesure toutefois suspendue quelques heures plus tard par Netanyahu lui-même.

Plus fondamentalement, il semble n'exister aucune chance de parvenir à un accord de paix dans la région avec le gouvernement israélien actuel, qui va poursuivre la colonisation et compte manifestement saboter toute tentative de dialogue avec l'Autorité palestinienne. Israël est une démocratie et les choses peuvent évoluer rapidement. Toutefois, on imagine difficilement une évolution significative tant que les milieux israéliens les plus conservateurs maintiendront des relais puissants à l'étranger, en particulier aux États-Unis, qui bloqueront toute tentative de sanctionner un gouvernement israélien, quelles que soient ses décisions.

Réd.



Politiques de droite, politiques de gauche

Il existe une réelle différence entre une politique de gauche et une politique de droite, et les quelques exemples dont nous parlons dans ce numéro sont là pour le rappeler. Alors qu'en Grèce, le gouvernement Syriza essaie (difficilement) de réduire les inégalités, la réélection de David Cameron en Grande-Bretagne annonce un creusement de ces inégalités.

Pour l'heure, nous pouvons au moins constater que les peuples victimes des politiques d'austérité, en Grèce comme récemment en Espagne, se tournent vers des formations de gauche non-compromises dans les politiques de réduction des déficits publics plutôt que vers l'extrême droite. Pour que cette dynamique se maintienne, il est essentiel que la mise en œuvre de politiques alternatives ne soit pas d'emblée torpillée, notamment par les gouvernements européens «amis».

Lire en pages 6 – 7

■ Franc fort

La politique monétaire doit être contrôlée démocratiquement, et non rester l'objet de conflits internes à la bourgeoisie.

Page 3

■ Apprentissages

Il faut défendre les conditions de travail des travailleuses·eurs de demain!

Page 5

■ Droits LGBT

«Un papa, deux mamans», c'est désormais légal en Argentine!

Page 8

COMMÉMORATION

Autour des cent ans de la Conférence de Zimmerwald

Du 5 au 8 septembre, cela fera précisément cent ans que se sont rencontrés, à l'invitation de Robert Grimm, dans le petit village de Zimmerwald, près de Berne, trente-huit socialistes de toute l'Europe. En opposition à la politique d'union sacrée de la direction de leurs partis dans de nombreux États européens, ils-elles ont appelé les ouvrières et ouvriers d'Europe à poursuivre le combat pour leurs intérêts et pour la paix.

Plusieurs activités nous rappelleront ce moment important dans l'histoire du mouvement ouvrier international.

Jusqu'au 22 novembre 2015, on pourra voir une exposition au Musée régional Schwarzwasser, (Leimern 5 à

Schwarzenburg, ouvert les dimanches et jours fériés, et sur rendez-vous).

Le vendredi 4 septembre 2015, à l'Hôtel Bern/Maison du peuple de Berne, se tiendra un colloque historique intitulé «Le mouvement international des ouvrières-ers contre la guerre», avec des interventions de Markus Bürgi, Bernard Degen (Bâle), Adrian Zimmermann, Jakob Tanner, Donald Sassoon et Peter Hug. Le lendemain, samedi matin 5 septembre 2015 à l'Hôtel Bern/Maison du peuple de Berne, on pourra assister à une conférence politique consacrée au thème «Le mouvement ouvrier international et le combat pour la paix, aujourd'hui et demain», avec Gregor Gysi, Kirill Buke-

tow, Beatriz Talegon, Christian Levrat et Marie-Noëlle Liemann. Ces conférences sont organisées conjointement par la société Robert Grimm et *Arbeiter und Bildung Bern*.

De plus, la Commune de Wald (BE) organise samedi soir 5 septembre 2015 une commémoration à Zimmerwald.

Enfin, dès le 1^{er} octobre 2015 et tous les quinze jours de 18h00 à 20h00, une série de conférences sont prévues à la Bibliothèque d'Europe de l'Est de Berne (*Osteuropabibliothek Bern*).

Adrian Zimmermann

Pour plus d'informations:
www.zimmerwald2015.ch
www.regionalmuseum.info
www.ub.unibe.ch/sob

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
 Abonnement de soutien: Fr. 130.-
 Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
 Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
 Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
 Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durois, Dan Gallin, Anne Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Maquette:
 Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:
 Gabriel Sidler

Webmaster:
 Mathieu Gasparini

Illustrations:
 Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:
 Cora Antonioli et Eric Peytremann

Impression:
 Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Le PLR éclaboussé par le kazakhgate

FRANC FORT

La fin du taux plancher, le choix de la finance

Au vu de l'ampleur de ses conséquences réelles ou imaginées, la décision de la BNS d'abolir le taux plancher du franc laissera durablement des traces au sein de la bourgeoisie helvétique en la divisant d'une manière peu commune. Ce clivage, propre à la défense d'intérêts sectoriels divergents, a éclaté d'une manière très profonde sur le plan politique, économique et idéologique. Toutefois, il s'agit de contradictions internes à la bourgeoisie, la remise en cause des théories d'une économie équilibrée par essence n'étant pas à l'ordre du jour.

DES OUTILS MACROÉCONOMIQUES

Les prérogatives d'une banque centrale ont connu des évolutions importantes depuis la création de la Banque d'Angleterre en 1694. Cette dernière avait alors pour tâche de frapper la monnaie, sans toutefois en disposer du monopole, mais non d'en augmenter la quantité, d'en réguler la valeur ou d'assurer le crédit de la couronne en tant que prêteur de dernier ressort. Cela fût progressivement introduit au cours du développement du système capitaliste et de ses crises. En effet, ces dernières ont pris de l'ampleur avec la croissance du secteur bancaire et financier et la nécessité de politiques coordonnées trouva alors dans la banque centrale une autorité toute choisie.

À titre d'exemple, la Fed américaine fut établie en 1913 à la suite de la crise financière de 1907 afin d'assurer des liquidités en tout temps. Au fil des crises, le mandat des banques centrales s'est donc accru pour agir de manière plus musclée sur les conditions macroéconomiques et la politique monétaire s'est dotée d'instruments qui ont été plus ou moins utilisés selon les écoles économiques. Ces différentes doctrines établissent ainsi des priorités potentiellement

contradictoires favorisant la lutte contre l'inflation, la promotion de la croissance ou alors l'action sur l'emploi.

FAVORISER LA FINANCE

La décision de fixer un taux plancher par la BNS, politique impensable jusque là pour la bourgeoisie helvétique, démontre qu'en cas de nécessité les préceptes de l'orthodoxie libérale sont des notions subjectives. Il s'agissait alors d'éviter d'être pris en tenaille entre la crise de l'euro et le statut de valeur refuge du franc en conciliant temporairement les intérêts divergents d'un secteur de l'industrie dépendant des exportations et d'un secteur financier nécessitant une monnaie forte pour faire face aux pressions internationales sur la fiscalité. Ce faisant, la BNS a touché au tabou des taux de changes libres datant de 1971.

Parallèlement, la crise durable affectant les principales zones économiques et les politiques monétaires non conventionnelles utilisées pour y répondre ont provoqué une dépréciation considérable des monnaies de référence. Ces interventions ont mécaniquement engendré une appréciation importante du franc à laquelle la BNS a répondu par l'achat de devises étrangères. En janvier 2015, la décision de la BCE d'injecter d'importantes liquidités aurait eu pour conséquence que la BNS aurait dû massivement acheter des euros pour maintenir le taux plancher. La BNS a alors fait le choix de favoriser le secteur financier en maintenant une monnaie indépendante à travers la liquidation du taux plancher au grand dam de certains secteurs de l'industrie.

UNE BANQUE AU SERVICE DU PEUPLE

En réaction, la droite comme la gauche n'ont pas manqué d'égratigner le directeur de la BNS. Entre les éloges du retour à l'orthodoxie libérale éma-

nant de la classe financière, les plaintes de la bourgeoisie industrielle et les critiques de la gauche relatives aux répercussions sur l'emploi, force est de constater qu'une analyse plus en profondeur est peu audible. En effet, la question n'est pas de savoir si la BNS peut défendre un taux plancher, elle a déjà démontré que cela est possible, ou si cela est désirable, la réponse est clairement oui. Il s'agit plutôt de savoir si cette compétence est uniquement du ressort de la BNS étant donné l'impact macroéconomique de ses décisions.

Dans ce sens, rares ont été les interventions remettant en cause le dogme de l'indépendance de la Banque centrale, comme si les décisions de cet acteur relevaient d'une dimension technique alors que celles-ci, par essence, touchent l'ensemble de l'économie et sont donc politiques et idéologiques (cf. *Pages de gauche* n° 141). Au final, la fixation d'un taux plancher est certes importante, mais une réponse de gauche doit démontrer que les questions touchant l'économie ne sont pas uniquement de la compétence de la BNS et doivent donc être débattues dans l'ensemble de la société avec une pesée d'intérêts dont l'emploi constitue une priorité absolue.

*Dario Chiaradonna
Sébastien Schnyder*



Le directeur de la BNS, concentré sur son travail.

GENÈVE

Excellent bilan pour le PS

Suite aux élections communales genevoises, nous avons posé quelques questions à Carole-Anne Kast, présidente de la section cantonale genevoise et Maire socialiste à Onex.

Quel bilan peut-on tirer des élections de cette année?

C'est un bilan général excellent. Le PS est entré dans l'exécutif de deux nouvelles communes avec des candidatures féminines (Bernex et Versoix), et les Verts parviennent aussi à entrer dans l'exécutif d'une nouvelle commune, le Grand-Saconnex.

Sur l'ensemble du canton, le PS a gagné douze sièges dans les parlements. La gauche a cependant perdu la majorité dans plusieurs communes, mais la faute en revient à nos partenaires: les Verts et Ensemble à Gauche ont globalement perdu des sièges. Par exemple, à Carouge où la coalition d'Ensemble à Gauche représente 15% de l'électorat, elle n'a pas même présenté de liste.

Qu'est-ce qui peut expliquer ces bons résultats?

À mon sens, ils sont d'abord dus aux bons bilans des élu-e-s

PS sortant-e-s. Ensuite, nous avons fait une campagne axée sur la proximité: c'est sur le terrain que nous avons convaincu, par exemple avec une campagne de porte-à-porte. Nous savons que les gens sont harcelés par des campagnes publicitaires faites par téléphone ou dans les boîtes aux lettres.

Nous avons donc décidé de faire des visites chez les gens. Chaque section s'est organisée comme elle l'entendait, et les visites ont été effectuées selon les communes par les candidat-e-s ou des militant-e-s, mais souvent par les deux. Les retours ont tous été excellents!

À quoi attribuer les mauvais scores du MCG?

Je pense qu'ils sont arrivés au bout de l'exercice. Ils promettent beaucoup, sans pouvoir réaliser leurs promesses, et même souvent sans rien faire du tout lorsqu'ils sont élus.

C'est aussi une affaire de personnalité. Éric Stauffer a choqué par son discours arrogant et une communication très égotique, par exemple. Cette attitude passe très mal chez les

électrices-eurs âgé-e-s, y compris chez celles et ceux qui ont voté MCG lors des dernières élections.

Où est parti l'électorat du MCG?

On considère que cet électorat est composé de personnes venant pour deux tiers de la droite et pour un tiers de la gauche. C'est ce dernier tiers qui semble avoir de nouveau fait confiance aux partis de gauche cette année, puisque les partis de droite n'ont que marginalement bénéficié du recul du MCG.

Le PS a donc récupéré un électorat perdu ces dernières années, ce qui est très positif. L'autre leçon, c'est que le PS est le parti qui s'impose pour contrer le MCG. Celui-ci s'est dans le même temps de plus en plus déporté vers la droite, rendant de plus en plus invraisemblable son slogan du «ni droite ni gauche» qu'il proclame sans cesse.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

SALON DU LIVRE

Pas un faux pas comme un autre

Apparemment, il suffit de brandir les mots «culture» et «histoire» pour rendre potable la venue d'un ministre de Poutine, à savoir Vladimir Medinski, au Salon du livre et de la presse à Genève. Même si on ne saura jamais s'il s'agit du simple geste malheureux d'un russophile à court d'esprit critique ou d'une stratégie obscure derrière les nombreux partenariats dudit salon avec les différents bailleurs de fonds russes, on ne peut que s'interroger sur l'intérêt du spectacle.

Comme si le Salon du livre avait lui-même des doutes sur la légitimité de l'invité principal à parler de la «russophobie» – titre officiel de la «rencontre» – il y

a ajouté le député genevois Guy Mettan, journaliste et président de la Chambre de commerce Suisse-Russie. Brandissant leurs livres qui regorgent d'une certaine vision des faits historiques, tous les deux ont martelé pendant presque une heure le danger de la «russophobie», sans préciser une fois ce qu'ils entendaient par ce concept. Mettan ira jusqu'à traiter Poutine de «président comme un autre», Medinski traitera de «cas grave» une spectatrice critique et les deux concluront en suggérant que «de toute façon, vos critiques ne font pas de sens, en Arabie Saoudite, c'est pire!». Une dizaine de minutes restera au public – à bout de nerfs – pour s'exprimer.

La Russie de Poutine mise beaucoup sur la propagande, et l'événement au Salon du livre s'inscrit dans une stratégie générale. Ce qui est particulièrement fâcheux, c'est que le Canton et la Ville de Genève, par leur financement de l'événement, cautionnent ce genre d'erreurs de programmation. Le seul espoir qui reste, c'est qu'au final, les deux intervenants ne fassent qu'amplifier la «russophobie» qu'ils prétendent combattre – la vraie, celle envers ce régime dictatorial, inhumain et agressif qui pousse la Russie dans une situation d'urgence sociale et l'isolation internationale.

Olga Baranova

APPRENTISSAGE

Les dessous d'un système modèle

Le modèle suisse de la formation professionnelle est vanté quotidiennement à l'intérieur comme à l'extérieur du pays comme étant un symbole de qualité et de lutte contre le chômage. De ce modèle intouchable est née une confiance inébranlable vis-à-vis du système. Une confiance pourtant à remettre en cause, car les problèmes existent mais remontent rarement à la surface. Des dizaines d'heures supplémentaires non payées au mobbing, en passant par la réalisation de travaux totalement étrangers à la formation reçue, les apprenti-e-s sont aujourd'hui confronté-e-s à une triste réalité que l'on peine à avouer.

Imprégnée de cette réalité, la Jeunesse socialiste suisse (JSS) a démarré, le 27 avril dernier, une grande campagne, «*Fight for your rights*» afin de protéger et soutenir les apprenti-e-s aux quatre coins de la Suisse.

AGIR POUR LES APPRENTI-E-S

La JSS se base sur les résultats d'une enquête d'Unia sur les apprenti-e-s, de laquelle ressort que près de 50% des jeunes

en formation professionnelle effectuent des heures supplémentaires, lesquelles sont usuellement prosrites, et que près de 64% des apprenti-e-s ont déjà travaillé le week-end. Chiffre également inquiétant: 16% jugent que la qualité de leur formation n'est pas bonne.

Faire réagir les élu-e-s sur une question qui ne mobilise presque plus est le but fondamental de la campagne. La JSS a donc mis sur pied une pétition afin d'améliorer non seulement les conditions de travail de la formation professionnelle, mais également de proposer une meilleure participation démocratique des apprenti-e-s dans l'entreprise formatrice et à l'école professionnelle. Une pétition nationale aux couleurs engagées, puisque la JSS compte récolter quelque 25'000 signatures d'ici le mois de septembre avant de la remettre aux Chambres fédérales.

Si chaque section cantonale organise également des activités qui leur sont propres (par ex. des actions parlementaires, motions populaires et prises de position), il s'agit surtout de partir à la rencontre de ces

jeunes oubliés du monde politique. Discuter, partager, rassurer et aider; tels sont les buts de la Jeunesse socialiste.

SE RENCONTRER POUR MIEUX LUTTER

L'espoir de voir les apprenti-e-s s'engager pour leurs droits est aussi un objectif partagé par tou-te-s les militant-e-s du parti, conscient-e-s qu'il n'est pas toujours facile d'aborder ces questions dans le cadre de l'entreprise. La JSS se battra ainsi également pour renforcer la surveillance de la qualité de la formation en entreprise, jugée clairement insuffisante, mais souhaite également limiter le temps de travail hebdomadaire à 40h et fixer un salaire minimum.

À l'heure où les conditions de travail sont encore et toujours attaquées par la droite bourgeoise, la lutte sera difficile mais la Jeunesse socialiste entend bien maintenir le cap et défendre les travailleuses-eurs de demain!

Romain Pilloud
Jeunesse socialiste vaudoise

INITIATIVE POPULAIRE

Irresponsables multinationales

Malgré leur reconnaissance publique du fait que les multinationales implantées en Suisse sont fréquemment impliquées dans des violations des droits humains et des normes environnementales, le Conseil fédéral et le Parlement ont toujours refusé de mettre en place une législation permettant un meilleur contrôle de leurs activités à l'étranger. Ils se bornent ainsi à parier sur le vieux mythe de «l'autorégulation» du secteur, autorégulation dont on a déjà pu observer les mérites ces dernières années chez les *gentlemen* du secteur bancaire, si corrects, prévoyants et responsables. Contre cette impu-

rité, une large coalition d'ONG suisses vient de lancer l'initiative populaire «Multinationales responsables».

Centrée sur l'inscription dans la Constitution d'un «devoir de diligence raisonnable» pour ces multinationales, l'initiative vise à les obliger à évaluer leur impact en terme de violations des droits humains et de non-respect de l'environnement, à prendre des mesures pour en prévenir les risques, à mettre un terme aux violations avérées, et à rendre compte publiquement des mesures prises et de leurs résultats. L'initiative précise également que ces directives ne doivent pas s'appli-

quer uniquement aux multinationales en tant que telles, mais aussi aux «entreprises qu'elles contrôlent»: les filiales, fournisseurs et autres sous-traitants seraient donc également soumis à la législation. Un contrôle supplémentaire s'exercerait par le fait que les victimes d'exactions commises à l'étranger par une entreprise basée en Suisse puissent l'attaquer en justice devant des tribunaux suisses, et par le renversement du fardeau de la preuve, l'entreprise étant tenue de prouver son innocence.

Gabriel Sidler

Plus d'informations:
www.konzern-initiative.ch

GRANDE-BRETAGNE

Cameron reconduit

Miliband, et le *Labour party*, n'ont pas perdu les élections générales britanniques parce qu'ils étaient trop à gauche. La reconduction du Parti conservateur de David Cameron à la tête du Royaume-Uni, qui n'a même plus besoin de ses anciens alliés libéraux-démocrates pour gouverner, renforce toutefois la droite dans ce pays.

Il est vrai que sur ces trente dernières années, les seules élections générales gagnées par le parti travailliste l'ont été sur une ligne très libérale, celle du «*New Labour*» de Tony Blair. Mais à quel prix? En abandonnant tout principe socialiste, en se vautrant dans le culte des nouveaux riches et de la «réussite» mesurée à l'aune des livres sterling amassés, le *New Labour* a nettement mieux servi les intérêts de la *City* que les *tories* n'auraient pu le faire.

Sous l'impulsion de Ed Miliband, élu à sa tête grâce aux

voix détenues par les syndicats (une des trois composantes du parti avec le groupe parlementaire et les adhérent-e-s), le *Labour* a marqué une impulsion à gauche. Il a recommencé à parler d'inégalités sociales, de travailleuses et de travailleurs, de défense du service public, etc. C'est bien sûr ce qui lui est reproché par l'aile droite du parti et surtout par tous les commentatrices-eurs libéraux qui peuplent les médias pour expliquer sa défaite.

FAIBLE MOBILISATION

Le Parti conservateur toutefois est loin d'avoir fait un triomphe, même si pour un gouvernement sortant une telle réélection est un succès. Les abstentionnistes forment un tiers de l'électorat, et le système d'élection majoritaire à un tour fait disparaître les voix allant à des petits partis (sauf si ces petits partis ont une base territoriale comme les nationalistes gallois ou écossais). En fait seul 25% de l'électorat a effectivement voté conservateur. Sa fraction la plus âgée, la mieux formée et surtout la plus riche, comme d'habitude, s'est mieux mobilisée, à l'inverse de l'électorat habituel des travaillistes.

C'est là probablement la principale leçon du scrutin: même en ayant mené une bonne campagne cette année, le parti travailliste a perdu sa capacité d'organiser des militant-e-s et de mobiliser dans la durée. Il faudra maintenant reconstruire le lien avec les mouvements sociaux et surtout avec les syndicats que les années de Blair ont mis à mal.

Surtout, les travaillistes doivent désormais compter avec le succès des nationalistes écossais (SNP) qui ont remporté la quasi-totalité des sièges en Écosse (passant de 5 à 56 sièges sur 59, les prenant tous au parti travailliste). Ce nationalisme a une base plutôt progressiste car le SNP s'est engagé à défendre les acquis

sociaux, comme le système national de santé, mis à mal par les politiques néolibérales du Parti conservateur et des blairistes. Mais il a été habilement soutenu par ce même Parti conservateur et ses allié-e-s dans les médias afin de diviser le vote de gauche. Cette victoire du SNP laisse un goût amer. Il en va de même des quelques milliers de voix allées aux Verts qui, si elles s'étaient portées sur des candidat-e-s travaillistes, auraient empêché Cameron d'obtenir une majorité absolue.

Romain Felli

Élections provinciales au Canada

Imaginez que, du jour au lendemain, sans que les sondages ne l'aient laissé deviner, le PS remporte les élections et gagne la majorité absolue au Grand Conseil valaisan, laissant le PDC sur le carreau après 45 ans de règne ininterrompu. Difficile à croire, n'est-ce pas?

C'est exactement ce qui vient de se passer en Alberta, une des provinces les plus riches (c'est là que se trouvent les puits de pétrole) et les plus conservatrices du Canada. Alors que le Parti (très) conservateur tenait fermement la province depuis 1971 – sans partager le pouvoir ni avec l'opposition libérale, ni avec les sociaux-démocrates du NDP – il s'est littéralement effondré le 5 mai dernier. Le NDP emmené par Rachel Notley est ainsi passé de 4 sièges à 53 lui donnant une majorité absolue pour gouverner la province. Certes de nombreux facteurs expliquent ce retournement, et le système électoral majoritaire plutôt que proportionnel permet plus facilement de tels retournement. Mais cela nous donne une excellente leçon sur la possibilité pour des candidat-e-s progressistes de gagner, même dans des endroits que l'on croit perdu d'avance. Il faut maintenant regarder ce qui va se passer lors des élections fédérales canadiennes de cet automne, qui pourraient bien voir le très réactionnaire Stephen Harper, au pouvoir depuis 13 ans, perdre sa majorité, à condition que NDP et libéraux s'entendent. RF



GRÈCE

La résistance de Syriza durement éprouvée

Après quatre mois au pouvoir, quel bilan pouvons-nous dresser de l'action du nouveau gouvernement dirigé par Syriza? En guise de bilan, nous avons surtout la vision que la presse européenne en donne. Un bilan qui obéit toujours à la même trame narrative; une histoire qui rassure à peu près tout le monde (en tout cas ceux qui croient encore en la rationalité de l'économie). Nous en étions au moment où la Grèce, après avoir passé par la case de la déchéance socio-économique et morale de l'accumulation d'une dette impossible à rembourser, se trouvait justement sur le point de s'en remettre grâce à une thérapie de choc libérale. À qui voulait bien le croire, la Grèce était en train de renouer avec la croissance. Mais c'était sans compter l'intervention de Syriza qui aurait subitement interrompu ce nouveau cercle vertueux.

Cette idée d'une amélioration de la situation grecque était pourtant une pure construction

sans lien avec la situation du pays; seule les privatisations allaient bon train et alimentaient le budget de quelques millions sans proportion avec le poids de la dette. Syriza n'a rien interrompu si ce n'est la vague des fonds d'investissements qui privatisent tout en Grèce. Tout y passe: le port du Pirée, l'eau, des concessions minières, et même ce qui rapportait le plus à l'État, comme les loteries et les courses, privatisées à des prix étonnamment bas. Et là aussi la situation s'avère une fois de plus tragique. Syriza n'a pas réussi longtemps à enrayer ce processus; les privatisations, après un temps d'arrêt, reprennent, la machine est lancée, l'Eurogroupe en a fait la condition non négociable du versement des liquidités pour rembourser les dettes.

IMPLACABLE EUROGROUPE

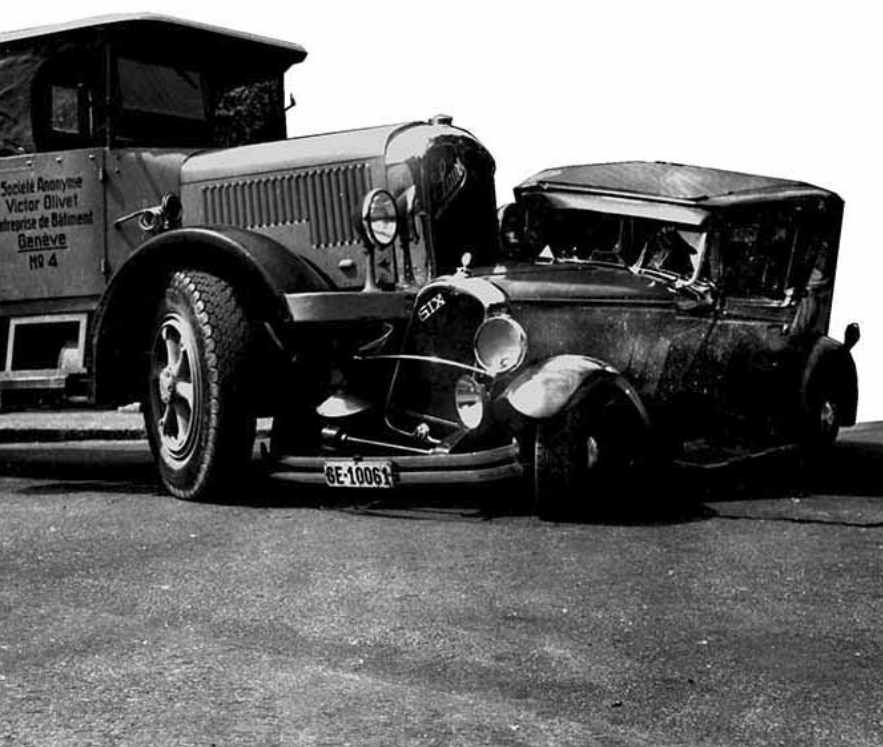
Après quatre mois, ce que l'on observe, c'est surtout l'impuissance de Syriza, non pas à proposer des alternatives, mais à résister aux pressions et exi-

gences de l'Eurogroupe. L'économie grecque, entretemps, continue de plonger, prise dans la même logique depuis 2008. L'État est allé chercher des liquidités dans toutes les chancelleries pour ne pas faire défaut et gagner du temps, mais à quoi bon? La Grèce n'aura pas les moyens de résister à son bras de fer avec l'Eurogroupe. La métaphore usée de David contre Goliath aura donné raison au géant.

Les conséquences pour la cohésion du jeune et fragile parti de Tsipras sont désastreuses. L'entente parlementaire se fissure et les tensions internes sont vives; les tenants d'une sortie de l'Euro sont de plus en plus nombreux et contestent le leadership du gouvernement. Et la situation politique en Grèce redevient opaque, comme au temps des partis traditionnels; Syriza abandonne les unes après les autres ses promesses de campagnes et se discrédite de plus en plus aux yeux d'un électorat qui avait fait, avec ce parti, un vote de protestation. L'électorat est donc sans réelle loyauté, surtout si Syriza n'arrive pas à faire passer une alternative à la hauteur.

Syriza défend âprement ses dernières cartes en défendant les retraites (déjà minimes) et en maintenant les fonctionnaires en place (tout en se demandant comment ils vont les payer). L'impuissance de Syriza exprime la faiblesse d'un pays à la merci d'une démonstration de puissance implacable de l'Eurogroupe. À la place de faire du sauvetage de la Grèce une vitrine de la grandeur de l'Europe, cela devient l'exposition de la vraie nature de cette union purement économique et monétaire. Les jeux de mots avec exit n'ont pas terminé de faire la une des journaux: Grexit, Brexit... Mais y a-t-il une sortie?

Dimitri Andronicos



COMMERCE

La fin d'une illusion



Le Conseil national a voté au début du mois de mai une initiative parlementaire du PLR Jacques Bourgeois, président de l'Union suisse des paysans, demandant la fin du principe du «Cassis-de-Dijon» pour les produits alimentaires. Lors des débats autour de l'introduc-

tion unilatérale de ce principe (la Suisse autorise l'importation de marchandises, dès qu'elles sont homologuées dans un pays de l'Union européenne), en 2009, *Pages de gauche* dénonçait déjà le risque d'une baisse de la qualité des produits consommés, d'une augmentation des transports et du moins-disant réglementaire, y-compris pour les productrices-eurs se concentrant sur le marché intérieur (cf. *Pages de gauche* n° 77).

de rappeler que la réglementation technique relative à la fabrication et à la commercialisation des produits n'est pas, ou ne doit pas être, le produit de délires technocratique-administratifs. Décider de la qualité de ce que nous mangeons est une affaire de souveraineté démocratique et peut faire l'objet d'une réglementation publique, éventuellement différente selon les pays.

Ce sont quelques principes simples qu'il est bon de garder à l'esprit alors que l'Union européenne négocie un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Arnaud Thiéry

Qui défend quoi?

L'initiative parlementaire Bourgeois a été adoptée par 111 voix contre 65, mais avec des groupes parlementaires votant de façon très divisée. Si aucune voix UDC n'a soutenu le Cassis-de-Dijon, le PLR (dont est issu l'auteur de l'initiative) a voté à 19 voix contre l'initiative Bourgeois (10 voix pour). PDC et PS étaient très divisés. On a dénombré 15 voix socialistes pour l'initiative et 24 contre. Les Verts et le PBD étaient majoritairement pour, les Verts libéraux très majoritairement contre.

On assiste ainsi à un spectacle surprenant où le libre-échange se trouve soutenu par une alliance hétéroclite composée des associations de consommatrices-eurs alémaniques, au PS, et de la droite libérale (la majorité du PLR et les Verts libéraux, qui n'ont de vert que leur nom). AT

SOUVERAINETÉ (ALIMENTAIRE)

S'agissant des produits alimentaires, le Parlement semble avoir pris ses distances avec l'idéologie libre-échangiste voulant que moins de réglementation soit synonyme de prospérité. Si le sujet se prête à merveille aux arguments un peu caricaturaux – on ne mangerait plus que du jambon roumain gorgé d'eau ou du poulet belge à la dioxine en Suisse –, le récent vote du Conseil national a le mérite



ARGENTINE

Une avancée pour les droits LGBT

N'en déplaise à la dite «Manif pour tous» et consorts, l'Argentine a vécu une petite révolution ces derniers jours, qui met au centre les droits des personnes homosexuelles et les droits de l'enfant. Antonio, un garçon âgé d'un an, a depuis le 23 avril dernier non seulement deux mamans, mais aussi un papa! Fils de deux femmes mariées, il a été conçu grâce au don de sperme d'un ami du couple. Depuis la naissance et malgré le fait qu'il habite à plusieurs centaines de kilomètres, l'homme s'implique dans la vie du petit garçon et lui rend régulièrement visite. Il a affirmé aux agences de presse ne s'être jamais pensé comme un donneur, mais avoir au contraire souhaité faire partie des liens familiaux de cet enfant, avec

l'accord des deux mères. Dorénavant, Antonio porte les noms de famille de ses trois parents.

UNE PREMIÈRE

Cette première en Amérique latine intervient dans un pays où les droits des personnes homosexuelles sont en progression, après la légalisation du mariage homosexuel et du droit d'adoption pour les couples homosexuels en 2010, promue suite à une intense mobilisation des associations LGBT. La filiation tripartite qui vient d'être autorisée a d'ailleurs été rendue possible grâce au soutien de la Fédération argentine des lesbiennes, gays, bisexuel-le-s et trans (FALGBT), de la Défense des personnes LGBT (*Defensoría LGBT*) et le Bureau pour l'égalité (*Mesa por*

la Igualdad). Flavia Massenzio, de la *Defensoría LGBT*, souligne ainsi: «Non seulement la reconnaissance de la réalité familiale de l'enfant n'est pas interdite par la législation en vigueur, mais elle poursuit et est guidée par le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, un intérêt constitutionnel qui doit être respecté et appliqué. La demande de reconnaissance de paternité ne contredit en aucune manière la filiation antérieure, mais au contraire la complète. La reconnaissance de parentalité par les mères n'est pas effacée, mais elle est complétée par la reconnaissance du père.»

Laura Piccand

HOMMAGE

À la mémoire d'André Daguet (1947 – 2015)

André Daguet nous a quittés, trop tôt, dans la nuit du 1^{er} mai. Avec lui, le mouvement ouvrier suisse perd l'une des personnalités les plus marquantes de son histoire récente.

Sous beaucoup d'aspects, André était un «soixante-huitard» typique. Il parlait souvent de ses années d'études à Berne, d'Erich Gruner, l'un des pionniers les plus connus de l'histoire sociale en Suisse, et de l'avertissement qu'il avait reçu parce qu'il avait récolté de l'argent pour une grève sauvage chez Bally à Stabio (TI). Il ne pensait pas alors qu'il aurait plus tard des fonctions officielles dans cette branche en tant que secrétaire syndical. Depuis 1969, André s'était engagé à Amnesty International, dont il avait été élu, en 1980, premier secrétaire général de la section suisse qu'il avait contribué à fonder. Encore étudiant, il avait également adhéré au PS.

Au printemps 1986, André avait été élu par la direction du PS secrétaire central dirigeant. Après la sévère défaite aux élections nationales de 1987, il s'était systématiquement opposé à celles et ceux qui demandaient une inflexion à droite de la ligne du parti. Il a ainsi contribué à installer une ligne plus à gauche et moderne, qu'il appliquera dès 1990 avec Peter Bodenmann. André s'assurait constamment que les nouvelles idées qui fusaient chez le Président du parti trouvent l'appui nécessaire auprès de la base. La tactique qui a permis de voir l'élection d'une première Conseillère fédérale socialiste au printemps 1993 portait aussi la marque du duo Bodenmann-Daguet.

En 1996, André a rejoint le Comité directeur du syndicat FTMH. Il y était responsable de la communication et, comme

mentionné ci-dessus, de la branche de la chaussure. André s'était engagé avec conviction pour le projet de fusion qui a donné naissance à Unia. Il a en particulier imprimé sa marque sur le journal en allemand d'Unia, *Work*, et sur l'institut de formation Movendo. De 2003 à 2011, il a siégé au Conseil national.

André a travaillé et a vécu intensément, ce qui n'était pas sans conséquence sur sa santé. Plusieurs fois, son cœur avait montré des signes de faiblesse. Il est d'autant plus triste qu'il ait finalement succombé à une maladie musculaire incurable qui n'avait rien à voir avec son style de vie et de travail. Si durant sa maladie, André a souffert physiquement, il est resté intellectuellement très présent et, jusqu'à la fin, s'est engagé activement dans la vie politique.

Adrian Zimmermann

HOMMAGE

Günter Grass: le bruit du tambour

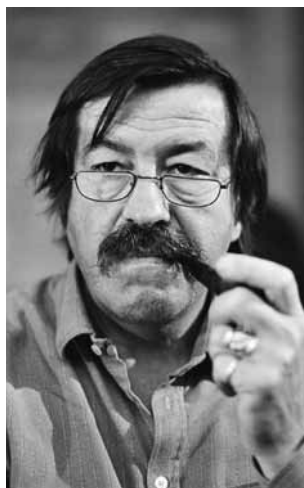
Lorsqu'Oskar Matzerath, anti-héros du flamboyant et picaresque roman «Le tambour» (1959), tapait sur son instrument et criait à tue-tête dans les rues, aucune fenêtre n'y résistait. Oskar décide à l'âge de trois ans de ne plus grandir et c'est à travers sa perspective subjective, depuis le «bas» (aux sens physique et sociologique), que nous le suivons comme témoin d'événements du quotidien de l'Allemagne nazie entre les années 1930 et 1950. Günter Grass voulait, grâce à la littérature, donner la parole à ceux qui n'ont très souvent pas voix au chapitre dans l'Histoire. Il s'est aussi battu, avec ses collègues du groupe 47, pour un renouveau radi-

cal de l'écriture de la langue allemande et pour une Allemagne humaniste et sociale. Günter Grass et son roman ont été indiscutablement importants pour son pays dans sa reconstruction. Né en 1927 à Danzig (aujourd'hui Gdansk - Pologne) et fils de petits commerçants, il fait un apprentissage de tailleur de pierre, puis étudie le dessin et la sculpture à l'école d'arts de Düsseldorf. Il s'engage politiquement dès les années 60, devenant un soutien très actif et critique du chef du Parti social-démocrate (SPD) Willy Brandt pendant près de trente ans. Grass ne deviendra membre du SPD qu'en 1982 qu'il quittera dix ans plus tard, mécontent de son soutien à une politique d'asile plus restrictive.

Grass était un homme très engagé, «une grande gueule» et une instance morale pacifiste et

antiraciste rappelant fréquemment son pays à ses responsabilités vis-à-vis du passé comme du présent et condamnant fermement et sans relâche un capitalisme qui se croit tout permis. Il était aussi une instance morale avec des problèmes moraux: dans son roman autobiographique épluchant les couches de la mémoire «Pelures d'oignons» (2006), l'auteur évoque qu'il a servi dans une division de la *Waffen-SS* à la fin de la guerre. L'ensemble de son œuvre est alors réinterprété par nombre de ses détracteurs comme une nécessité opportuniste pour l'auteur de se racheter de son sentiment de culpabilité. Depuis, Grass s'était fait plus discret. Son œuvre, elle, continuera à tambouriner avec fulgurance, fantaisie et ironie.

Cora Antonioli



HOMMAGE

Francesco Rosi s'en est allé

Un grand cinéaste, un homme de bien, un humaniste nous a quittés il y a quelques mois, le 10 janvier 2015, à l'âge de 92 ans.

En 1948, âgé alors de 26 ans, Francesco Rosi eut la bonne fortune de rencontrer Luchino Visconti et de devenir son assistant lors de la réalisation de *La terre tremble* (*La terra trema*), puis de *Bellissima* en 1951 et de *Senso* en 1954. Son premier long-métrage, *Le défi* (*La sfida*), une dénonciation des crimes de la Camorra sorti en 1958, prix du jury à la Mostra de Venise, abordait déjà les problèmes sociaux du Mezzogiorno. Mais ce fut trois ans plus tard, en 1961, qu'il connut un succès international avec *Salvatore Giuliano*, le bandit sicilien abattu en 1950 à Montelepre, à l'ouest de la Sicile.

Cinéaste de la génération des années 1960, Rosi poursuivit et développa avec vigueur et lyrisme le style des grands maîtres du néoréalisme italien des années 1943-1955, Zavattini, Rossellini, De Sica, De Santis et Visconti, dont il fut un des talentueux héritiers.

Profondément engagé socialement et politiquement, Rosi n'eut de cesse de dénoncer les fléaux qui gangrénaient l'Italie de l'époque: la corruption et les soi-disant bienfaits du miracle économique italien dans *Main basse sur la ville* (*Le mani sulla città*), Lion d'Or à Venise en 1963, les dérives de l'industrie pétrolière dans *L'affaire Mattei* (*Il caso Mattei*), Grand Prix du Jury du Festival de Cannes en 1972, l'insoutenable misère des paysans pauvres et illettrés d'un village perdu de Lucanie dans les années 1930, sur une terre rocailleuse et aride brûlée par le soleil, dans *Le Christ s'est arrêté à Eboli* (*Cristo si è fermato a Eboli*) réalisé en 1979, etc.

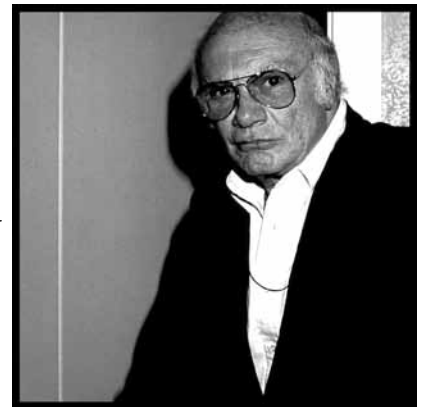
L'ABSURDITÉ DE LA GUERRE

L'un de ses films m'interpelle tout particulièrement: *Des hommes contre* (*Uomini contro*, 1970), réquisitoire implacable contre l'absurdité et l'horreur de la guerre, évoquant les conditions effroyables des soldats italiens et autrichiens durant la Première Guerre mondiale, entre 1915 et 1918, sur l'Altipiano du front de l'Insonzo, avec la

mort rôdant nuit et jour sur les cimes enneigées et glacées. Rosi y fustigeait l'attitude criminelle du général Leone qui envoyait régulièrement ses soldats se faire massacrer dans des actions vouées à l'échec. Un film nécessaire, comme le furent des films tels que *Les sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick (*Path of Glory*, 1958), *Pour l'exemple* de Joseph Losey (*King & Country*, 1964) et *Johnny s'en va-t-en guerre* de Dalton Trumbo (*Johnny Got His Gun*, 1972).

Merci à vous, Francesco Rosi, d'avoir tout au long de votre carrière de cinéaste stigmatisé avec force et talent la violence, les injustices et les magouilles de notre société régie par un système brutal et inégalitaire humiliant et accablant des millions de laissés-pour-compte exploitables et corvéables à merci!

Raymond
Durous



LIVRES

Comment peut-on être anarchiste?

À lire:
Claude Guillon, Comment peut-on être anarchiste?, Paris, Libertalia, 2015.



Claude Guillon, intellectuel – ce qui n'est pas synonyme d'universitaire – anarchiste, est surtout connu pour son polémique *Suicide, mode d'emploi*, publié en 1982 et interdit à la vente quelques années plus tard sous le prétexte de «provocation au suicide». Il est également l'auteur de plusieurs livres consacrés au courant des «Enragés» pendant la Révolution française, ainsi qu'à des sujets aussi divers que les usages politiques du corps, le revenu de base inconditionnel, l'antiterrorisme ou encore la pratique

de la sodomie hétérosexuelle (dans un splendide éloge intitulé *Le siège de l'âme*).

Le recueil *Comment peut-on être anarchiste?*, édité chez Libertalia, présente une copieuse sélection de textes d'intervention (tracts, articles de revues, billets de blogues) diffusés entre 2000 et avant-hier. Regroupés par thématiques, ils donnent à voir une réflexion en situation, partant souvent de l'actualité pour tisser une pensée critique entre les mailles de l'histoire, sans égard pour les dogmes (même – surtout! – anarchistes) et les routines militantes. Que ce soit pour dégommer Chomsky et son «anarchisme d'État», pour

nier les prétendus «besoins sexuels» des hommes (et y opposer le désir) ou pour théoriser la pratique de la démocratie directe en manifestation, sa belle façon d'écrire, à la fois drôle et érudite, fait mouche et nous ouvre de nouvelles pistes de réflexion: «c'est que l'histoire n'est pas là pour nous éviter de penser par nous-mêmes (nous en dispenser) ou d'analyser les situations concrètes sur lesquelles nous voulons avoir prise. Elle peut en revanche, ce qui est déjà beaucoup, contribuer à garantir contre certains préjugés et automatismes idéologiques qui ne sont pas (ou plus) identifiés comme tels.»

Gabriel Sidler

LIVRES

La gauche fait le poing? Qu'elle le lève!

Où en sommes-nous, à gauche (et plus précisément au parti socialiste) de nos «fondamentaux», de leur respect, de leur révision, de leur oubli? Qu'est-ce qui distingue la gauche de la droite démocratique (de l'extrême-droite, on espère bien que la question n'ait même pas à être posée)? En d'autres termes, la gauche, en Suisse, aujourd'hui, c'est quoi? Et ça veut dire quoi, «être socialiste»? Les trente-et-une contributions réunies dans *La gauche fait le poing* par Jean-Claude Rennwald (qui les introduit et les conclut), préfacées par Pascal Sciarini et postfacées par Christian Levrat, ont les deux premiers mérites, d'abord de préciser la question, ensuite de donner quelques éléments de réponses. Éléments à la fois factuels et – osons le mot, même s'il est devenu péjoratif – idéologiques, au sens où l'idéologie est une organisation des idées entre elles autour d'une idée force. L'idée force, ici, étant l'égalité. Le livre «sonne comme un rappel au réveil et à la mobilisation de la gauche», résume Pascal Sciarini. Un réveil, une mobilisation nécessaires, dans un pays où le premier parti ouvrier (non au sens politique, mais au sens sociologique) n'est pas le PS (premier parti chez les «techniciens», en gros les universitaires) mais l'UDC...

UNE EXTRÊME-GAUCHE RÉFORMISTE

Le virage «social-libéral» d'une partie de la social-démocratie a laissé en friche le champ politique qu'elle occu-

pait, celui du socialisme réformiste, démocratique et étatiste – et ce sont d'autres forces de gauche, nouvelles, qui y ont pris sa place, comme Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, avec pour programme et, quand elles le peuvent, pour action, le programme et l'action qui furent les marques de la social-démocratie: construire un «État social» capable d'assurer la concrétisation des droits fondamentaux et l'égalité des droits, la solidarité internationale, les libertés individuelles et collectives. En Grèce, note Jean-Marie Meilland dans *Gauche Hebdo* (du 27 mars), «Syriza, mouvement de gauche radicale, et c'est tout à son honneur, se charge du travail de toute la gauche», et en particulier de celui de la social-démocratie, courant devenu «souvent amnésique» et dont la gauche «radicale» défend l'héritage. Que lui restait-il alors à cette gauche «radicale» pour se différencier de la gauche «modérée»? En quoi cette gauche issue de la gauche révolutionnaire se distingue-t-elle aujourd'hui de ce que fut la gauche réformiste jusqu'au début des années 1980? La rhétorique, sans doute, mais au-delà?

LA GAUCHE MOURANTE

«La gauche ne peut pas mourir», écrit Jean-Claude Rennwald en conclusion des textes qu'il réunit. La gauche «ne peut pas mourir» parce qu'elle n'a fini son travail. Que «le principal clivage qui traverse notre société, c'est toujours celui qui oppose [...] les

travailleurs aux capitalistes». Et qu'il faut donc «repartir à la reconquête des classes populaires». Exigence à l'inverse du satisfecit paradoxal décerné par Malek Boutih: «La gauche se meurt, non pas parce qu'elle a échoué, mais parce qu'elle a réussi» estime Malek Boutih – au sens où elle aurait réalisé son programme, du moins si on le réduit au programme social-démocrate (l'État social, l'État de droit, l'État régulateur du capitalisme). Bref, on n'aurait «plus besoin» de la social-démocratie, puisqu'«elle est partout». Même chez ceux qui la combattent, de sa droite ou de sa gauche. Et Malek Boutih de proclamer que «les pays vraiment libéraux, ça n'existe plus». Le problème, c'est que «les pays vraiment socialistes», ça n'existe pas encore. Et que ça n'a même jamais existé, du moins dans la durée et l'espace: la Commune de Paris, la Catalogne ou l'Ukraine libertaires, furent socialistes. Pendant quelques semaines ou quelques mois, avant d'être écrasées. Mais alors, de quoi, de quelle force, de quel mouvement, de quelle culture politiques, a-t-on besoin? De l'incroyable anarchisme, certes (et là, ce n'est plus Boutih qui parle mais nous...), mais encore?

Pascal Holenweg

À lire:

Jean-Claude Rennwald (dir.), *La gauche fait le poing*, Lausanne, éditions Favre, 2015.



LE POING La gauche de la gauche genevoise n'est jamais avare d'une bêtise, comme on sait. Cette année, elle a confirmé cette vieille habitude en étant une fois de plus incapable de s'entendre pour présenter des listes communes pour les élections municipales, ou même une liste tout court, comme à Carouge. Sans l'appui de ces voix, les forces progressistes ne pourront jamais avancer en Suisse, on le sait bien.



LA ROSE La rose de ce mois est donnée au sénateur du Vermont **Bernie Sanders**, seul sénateur des États-Unis se définissant comme «socialiste démocratique», qui a annoncé le 30 avril dernier concourir à la primaire démocrate en vue des élections présidentielles de 2016. Annonçant sa candidature, il a déclaré vouloir en finir avec une vie politique dominée par les milliardaires et prise en otage par le système de financement des partis.



François Hollande à l'EPFL, *chez vous*, Patrick Aebischer, c'est quelque chose.

C'est pas si courant pour lui que tout aille bien, tout le monde lui sourit.

Il a apprécié de voir cette école qui crée toutes ces compagnies, et il m'a dit, c'est une recette qu'on doit appliquer à la France.

En communication, c'est très très bon!

Il y a eu ces images à Ouchy, qui sont assez extraordinaires. Ouchy, la montagne, la propreté, l'ordre. Y'a même la cravate de Brélaz.

C'est le moment de sortir de la banque, et puis, soigner les clichés, il ne faut pas les jeter à la poubelle.

L'amour de la Suisse, vous le définiriez comment?

Avec un lac bleu profond, un petit filet de perche.

Extraits authentiques [on vous assure] de *Pardonnez-moi*, avec Darius Rochebin, Nicolas Bideau et Patrick Aebischer, le 19 avril 2015.



JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

Menace pour la démocratie et les services publics? Les enjeux de l'accord TISA

DÉBAT PUBLIC

en marge de l'Assemblée générale de l'association Pages de gauche

L'accord sur le commerce des services (ACS), plus connu sous l'acronyme anglais «TISA», est d'une actualité brûlante: des négociations à huis clos entre une cinquantaine de pays dont les USA, l'UE et la Suisse sont en effet en cours. Il constitue une dangereuse menace pour les services publics, son but étant de procéder à une privatisation large de plusieurs de ses domaines (éducation, santé, transports, ...) et de faciliter les échanges commerciaux entre l'Europe et les États-Unis.

Ces accords secrets représentent une attaque contre le service public et plus généralement contre nos droits démocratiques, car ils obligent ensuite les pays signataires à s'engager dans une politique économique dont on ne pourra plus infléchir le cours. La mise en place de tribunaux d'arbitrage privés, prévu par TISA, en lieu et place des instances publiques de contrôle démocratique, est aussi particulièrement inquiétante.

Quelles conséquences concrètes TISA pourra-t-il avoir sur les services publics en Suisse?
Comment les résistances s'organisent-elles face à ce danger?

Les intervenant·e·s du débat seront **Stefan Giger**, secrétaire général du syndicat SSP/VPOD, **Chloé Frammery**, enseignante secondaire, membre notamment du Cartel intersyndical de la fonction publique et de la plateforme genevoise Stop Tisa, et **Andrea Eggli**, présidente d'ACIDUS, ancienne conseillère communale POP & Gauche.

Pages de gauche vous invite cordialement à venir vous informer et à débattre de l'accord TISA. Petit apéritif à l'issue du débat.

Judi 11 juin 2015 à 19h00

**dans les locaux de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS),
Rue des terreaux du temple 6 (à 5 minutes de la gare)**